IV. La révolution

Le premier historien de la république de Weimar, Arthur Rosenberg, a écrit à propos de la révolution allemande de novembre 1918 qu'elle était « la plus étonnante de toutes les révolutions » : « Les masses qui étaient derrière la majorité parlementaire s'insurgèrent contre le gouvernement Max de Bade, c'est-à-dire contre elles-mêmes ». Son étude de la naissance et de l'histoire de la république de Weimar a beau être la plus profonde et subtile publiée jusqu'ici, il se trompe sur ce point : les masses ne se sont pas insurgées contre le gouvernement. Si singulier que cela puisse paraître, elles l'ont fait *pour* lui.

Le cataclysme de la deuxième semaine de novembre fut déclenché, on le sait, par une mutinerie de marins. Mais (bien que cela ait toujours été occulté par la suite) cette rébellion fut elle-même la conséquence d'une autre, celle des amiraux contre le gouvernement et sa politique. Lorsque les hommes se soulevèrent, ils croyaient agir pour le gouvernement. La dramatique épreuve de force entre marins et officiers qui se déroula sur l'île de Schillig-Reede, devant Wilhelmshaven, et qui fut le point de départ de la révolution, n'a pas opposé celle-ci au gouvernement. Elle était la première épreuve de force entre révolution et contre-révolution, et l'initiative en revient à cette dernière.

Après que Wilson eut exigé et obtenu du gouvernement du Reich la cessation de la guerre sous-marine, le 20 octobre, les amiraux décidèrent de provoquer une bataille décisive contre la flotte anglaise.

C'était une décision solitaire, et par définition factieuse. Elle fut prise à l'insu du gouvernement et lui fut soigneusement cachée. Elle avait sans conteste pour objectif de se mettre en travers de la politique qu'il conduisait. Derrière elle se dissimulait le désir, tacite et peut-être seulement à demi conscient, mais indéniable, de considérer comme nulle et non avenue la « révolution d'en haut » qui avait placé aux commandes ces « oiseaux de malheur » de parlementaires.

On a voulu plus tard faire passer cette sortie de l'intégralité de la flotte allemande pour une simple action de diversion destinée à alléger la pression sur le front terrestre, en somme pour une opération militaire ordinaire dont le gouvernement n'avait pas à être informé. C'est une position intenable. Les zones critiques du front de l'Ouest se trouvaient très à l'intérieur des terres et leur situation ne pouvait être influencée par ce qui se passait en mer. D'ailleurs personne n'avait jamais eu pareille idée : le Commandement suprême n'avait pas une seule fois appelé la flotte au secours de l'armée de terre, tout simplement parce que sur le plan stratégique, cela n'aurait eu aucun sens. Non, lorsque la flotte allemande, qui n'avait rien fait de tel depuis deux ans, décida de lancer toutes ses forces sur mer, cela ne pouvait avoir qu'une signification, la même que celle de l'opération analogue conduite en 1916 dans le Skagerrak : jeter à la flotte britannique un défi destiné à déboucher sur un combat décisif.

Une telle opération ne pouvait plus changer l'issue de la guerre, même au cas improbable où l'Allemagne eût obtenu la victoire. Car, derrière la flotte

anglaise, il y avait désormais la flotte américaine, qui pouvait continuer à imposer le blocus. De plus, celui-ci n'avait plus d'influence sur l'issue de la guerre. Tout se jouait à terre, et de manière imminente. En revanche, l'effroyable quantité de victimes que l'on pouvait attendre d'une grande bataille navale, quelle qu'en fût l'issue, ne pourrait que rallumer la volonté de guerre des puissances ennemies et anéantir tout espoir d'armistice rapide et civilisé, objet des efforts du gouvernement. La décision de livrer bataille était donc, à ce moment-là plus qu'à tout autre, hautement politique, et directement dirigée contre la ligne suivie par le gouvernement. En résumé : refus d'obéissance caractérisé, insubordination, mutinerie. Les marins ripostèrent par la même arme.

Leur mécontentement couvait depuis longtemps. Dès 1917, il y avait eu des cas d'indiscipline à coloration politique, qui avaient été réprimés d'une main de fer. De tels événements ne s'étaient pas répétés. Et rien, absolument rien ne donne à penser qu'après une telle répression les marins, qui voyaient enfin s'annoncer la paix tant attendue, auraient eu d'eux-mêmes l'idée de risquer leur vie dans une révolte. Mais pas non plus dans une bataille navale ! Lorsqu'ils durent choisir entre les deux, les hommes de certains bâtiments (pas tous, loin de là) choisirent la désobéissance ; certes pas par lâcheté, car la désobéissance en temps de guerre exige bien plus de courage personnel que le combat, mais parce qu'ils se sentaient dans leur droit.

Sur le *Thüringen*, l'un des deux vaisseaux qui refusèrent d'appareiller le 30 octobre, un délégué des marins s'était présenté, quelques jours plus tôt,

devant le premier officier et lui avait déclaré que l'attaque navale projetée n'allait pas du tout dans le sens de la nouvelle politique du gouvernement. Le premier officier avait répondu avec aigreur (selon le témoignage ultérieur du marin, au cours de l'enquête du tribunal militaire) : « Oui, de *votre* gouvernement ! » Cet échange éclaire la situation en quelques mots : c'était le commandement qui ne reconnaissait pas ce gouvernement, et les hommes qui pensaient devoir se battre pour le « leur ». Ils estimaient exercer la légitime défense de l'État et du droit. S'ils se mutinaient, c'était contre des mutins.

La mutinerie de Schillig-Reede, dont personne, plusieurs jours durant, n'entendit parler à Berlin ou au GQG de Spa, se termina dans l'indécision. Après des minutes tendues, au cours desquelles les navires insurgés et ceux qui ne l'étaient pas encore avaient pointé leurs énormes canons les uns contre les autres presque à bout portant, les mutinés se rendirent : en ce sens, les officiers avaient gagné. Mais l'attaque navale fut abandonnée, car les amiraux jugèrent ne pas pouvoir s'y risquer avec des équipages aussi peu fiables. En ce sens, ce sont les hommes qui l'avaient emporté. La flotte rassemblée à Schillig-Reede fut à nouveau dispersée. Seule une escadre resta devant Wilhelmshaven, une autre fut envoyée à Brunsbüttel; la troisième escadre, qui n'avait pas désobéi, retourna au port de Kiel où elle entra le vendredi 1^{er} novembre. Les marins arrêtés (plus de mille) furent conduits à terre, dans la prison militaire. Là les attendaient à coup sûr le tribunal militaire et le peloton d'exécution.

C'est de leur destin qu'il s'agissait à présent. L'équipage de la troisième escadre revenait à Kiel le cœur aussi lourd qu'il en était parti la semaine passée. La course fatale à laquelle les hommes se croyaient alors destinés avait bien été annulée. Mais ceux à qui ils devaient ce bienfait, leurs camarades, allaient à présent à la mort. Seuls les équipages du *Thüringen* et du *Helgoland* avaient réellement refusé d'obéir, mais presque tous les autres avaient bien failli le faire : il leur avait juste manqué le courage de franchir le pas décisif. Voilà la pensée qui les tourmentait. Les camarades du *Thüringen* et du *Helgoland*, qui l'avaient eu, ce courage, et qui étaient ainsi devenus leurs sauveurs, devaient-ils mourir ? On ne pouvait pas laisser faire cela. Mais pour l'empêcher, il leur faudrait encore plus de courage que celui qu'ils n'avaient pas eu l'avant-veille, car ils devaient oser quelque chose d'inouï : il ne s'agissait plus de refuser d'obéir mais de se soulever, les armes à la main, et de prendre le pouvoir. Où cela finirait-il ? C'était à vous donner le vertige. Mais laisser mourir les camarades ? Plus impossible encore.

Il fallut trois jours à ces hommes qui n'avaient pas osé désobéir à Wilhelmshaven pour trouver l'audace de se révolter à Kiel. Le premier jour, ils envoyèrent une délégation au commandant de la place pour exiger la libération des marins arrêtés; cela leur fut naturellement refusé. Le deuxième jour, ils discutèrent des heures durant à la maison des syndicats avec des soldats de l'infanterie de marine et des ouvriers des docks, sans aboutir à aucune décision. Le troisième jour, dimanche 3 novembre, ils voulurent reprendre la discussion mais trouvèrent

la maison des syndicats fermée et gardée par des sentinelles armées. Ils se réunirent donc dehors, sur un terrain d'exercice où des milliers de travailleurs vinrent les rejoindre, écoutèrent des discours et formèrent finalement un grand cortège. Certains portaient des armes. Le cortège fut arrêté à un carrefour par une patrouille dont le chef, un certain lieutenant Steinhäuser, ordonna : « Dispersion ! » et, comme cela restait sans effet : « Feu ! » Neuf morts et vingt-neuf blessés gisaient sur la chaussée. Le cortège s'éparpilla, mais un marin armé se jeta en avant et abattit le lieutenant Steinhäuser.

Ce fut l'acte décisif, le premier coup de feu de la révolution. Soudain tous sentirent qu'il n'y avait plus de retour en arrière possible. Et tous surent ce qu'il fallait faire. Le matin du lundi 4, les marins de la troisième escadre élurent des conseils, désarmèrent leurs officiers, s'armèrent eux-mêmes et hissèrent le drapeau rouge sur leurs navires. Un seul bâtiment, le *Schlesien*, ne rejoignit pas le mouvement. Il s'enfuit en haute mer, sous la menace des canons des autres vaisseaux. Un seul capitaine, le capitaine Weniger du *König*, défendit son pavillon les armes à la main. Il fut abattu.

Les marins armés, désormais sous le commandement de leurs conseils et menés par un quartier-maître du nom d'Artelt, se rendirent à terre en formation militaire, investirent, sans rencontrer de résistance, la prison militaire et libérèrent leurs camarades. Les autres occupèrent les bâtiments publics et la gare. L'après-midi, un détachement de l'armée de terre, envoyé par le commandement d'Altona pour réprimer le soulèvement, arrivait à Kiel. Il y

eut fraternisation, et le détachement fut désarmé. Le commandant de la base navale, brusquement privé de tout moyen d'exercer son pouvoir, dut recevoir bon gré mal gré une délégation du conseil de soldats et capitula. L'infanterie de marine de la garnison se déclara solidaire des marins. Les travailleurs des docks décidèrent la grève générale. Au soir du 4 novembre, Kiel était entre les mains de quarante mille marins et soldats insurgés.

Les marins ne savaient que faire du pouvoir qu'ils venaient de conquérir. Lorsque, ce même soir, deux délégués du gouvernement de Berlin, le député social-démocrate Gustav Noske et le secrétaire d'État bourgeois Haussmann, arrivèrent fort inquiets à Kiel, ils furent salués avec joie et soulagement, et Noske fut aussitôt élu « gouverneur », preuve, une fois encore, que les rebelles ne s'étaient pas soulevés contre le gouvernement mais pour lui, et qu'ils croyaient agir dans son sens. Mais ils savaient d'instinct ceci : ayant franchi le pas, renversé les autorités locales et pris la ville en main, ils ne devaient pas s'arrêter là. Sinon Kiel deviendrait un piège. Il ne leur restait que la fuite en avant : il leur fallait sortir de la ville et porter plus loin leur mouvement, faute de quoi leur succès serait aussi suicidaire qu'aurait pu l'être, une semaine plus tôt, celui des mutinés de Schillig-Reede, dont plusieurs centaines étaient encore emprisonnés à Wilhelmshaven et Brunsbüttel. Il fallait tout d'abord les libérer, puis faire en sorte que se reproduise partout ce qui s'était passé à Kiel, autrement ils étaient perdus. De même que la mutinerie était devenue révolte, la révolte devait maintenant devenir révolution. Les

insurgés devaient arracher le pouvoir dans tout le pays s'ils ne voulaient pas être encerclés à Kiel puis écrasés. Ils devaient porter ailleurs la révolution. Ils y réussirent à un point qu'ils n'eussent pas cru possible.

Partout où les marins arrivaient, les soldats de la garnison et les ouvriers des usines se joignaient à eux comme s'ils les avaient attendus. Ils ne rencontrèrent presque aucune résistance sérieuse. L'ordre ancien prenait feu comme de l'amadou. Le 5 novembre, la révolution avait gagné Lübeck et Brunsbüttelkoog, le 6, Hambourg, Brême et Wilhelmshaven, le 7, Hanovre, Oldenburg et Cologne; le 8, toutes les grandes villes de l'Ouest étaient entre les mains des insurgés, ainsi que, à l'est de l'Elbe, Leipzig et Magdebourg. À partir du troisième jour, la révolution n'eut plus besoin d'être portée par des marins : elle s'étendit spontanément comme un incendie de forêt. En tous lieux, les choses semblaient suivre un plan unique : les soldats élisaient des conseils de soldats, les ouvriers des conseils ouvriers, les autorités militaires capitulaient, se rendaient ou s'enfuyaient, et les autorités civiles, sous l'effet de la crainte ou de l'intimidation, reconnaissaient le pouvoir des conseils. Le spectacle était partout le même : grands cortèges dans la rue, larges assemblées sur la place du marché, scènes de fraternisation où se côtoyaient bleus de travail, uniformes et vêtements civils. On commençait par libérer les prisonniers politiques, puis on occupait l'hôtel de ville, la gare, le commandement militaire, parfois la rédaction des journaux.

Il ne faut pas se représenter l'élection des conseils comme les scrutins bien ordonnés d'époques plus paisibles. Dans les casernes, c'étaient souvent tout simplement les soldats les plus aimés ou appréciés de leurs camarades qui étaient élus par acclamations. Les conseils ouvriers ne furent que rarement élus dans les usines, et dans ce cas par acclamations aussi; le plus souvent, le « conseil ouvrier » se composait des membres de la direction locale des deux partis socialistes (SPD et indépendants) qui se présentaient devant les rassemblements de masse en un lieu ouvert du centre-ville et faisaient confirmer par acclamations leur désignation. En général, les deux partis étaient alors représentés à parts égales. La volonté des masses poussait sans équivoque à la réconciliation de ces frères ennemis que la guerre avait séparés. Il allait de soi pour tous qu'ils devaient constituer ensemble le nouveau gouvernement de la révolution.

Il y eut très peu de résistance, de violence et de sang. Le sentiment qui caractérise ces premiers jours est la stupéfaction : stupéfaction des autorités devant leur subite impuissance, des révolutionnaires devant leur pouvoir. Les deux camps agissaient comme en rêve. Les uns vivaient un cauchemar, les autres un de ces rêves dans lesquels on est soudain capable de voler. La révolution était bonne fille. Il y eut peu de justice sommaire et pas du tout de tribunal révolutionnaire. On libéra de nombreux prisonniers politiques mais on n'arrêta personne. C'est à peine si, çà et là, un officier particulièrement haï fut malmené. On se contentait d'arracher leurs galons aux officiers, rituel révolutionnaire aussi élémentaire que de bran-

dir un drapeau rouge. Il est vrai que les victimes le ressentiaient comme une offense mortelle. Les masses auraient beau avoir fait preuve de mansuétude, les seigneurs vaincus ne leur pardonneraient pas leur victoire.

Or, ce sont ces seigneurs vaincus qui plus tard ont raconté la révolution de novembre. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que les événements de la semaine du 4 au 10 ne soient pas très bien traités dans les livres d'histoire. On ne leur accorde même pas le titre honorable de révolution, on n'y voit que désordre, effondrement, mutinerie, trahison, arbitraire de la populace, chaos. Pourtant, ce fut une authentique révolution. Le 30 octobre à Wilhelmshaven n'avait bien consisté qu'en un refus d'obéir à l'autorité, sans aucune intention de la renverser. Le 4 novembre, les événements de Kiel représentaient déjà davantage : un soulèvement, au cours duquel les marins avaient jeté bas l'autorité, sans penser à ce qu'ils mettraient à la place. Mais, du 4 au 10 novembre, dans toute la partie du pays située à l'ouest de l'Elbe, il y eut indéniablement révolution, c'est-à-dire renversement de l'ancienne autorité et substitution d'une nouvelle.

Cette semaine-là, l'Allemagne occidentale passa de la dictature militaire à la république des conseils. Les masses insurgées ne créèrent pas de chaos. Elles mirent en place les éléments, encore mal dégrossis mais parfaitement reconnaissables, d'un ordre nouveau. On écartera les commandements et la haute administration militaire qui, depuis le début de la guerre, gouvernaient villes et districts par l'état de siège. On leur substitua le pouvoir révolutionnaire des conseils d'ouvriers et de soldats. Les appareils de

l'administration civile restèrent en place, travaillant sous l'autorité des conseils comme ils l'avaient fait pendant la guerre sous celle des militaires. Les princes au nom desquels les instances militaires avaient gouverné furent, comme ces dernières, balayés. Au sein de l'armée, le pouvoir des officiers fut remplacé par celui des conseils de soldats. La révolution ne toucha pas à la propriété privée et rien ne changea dans les usines : cette révolution n'était ni socialiste ni communiste. Elle était, presque accessoirement et comme si cela allait de soi, républicaine et pacifiste. Consciemment, elle était avant tout antimilitariste : les seuls pouvoirs dont elle se débarrassa pour les remplacer par les conseils furent celui des corps d'officiers dans l'armée et la marine, et celui des autorités militaires sur le pays.

Les masses qui s'étaient donné ces nouveaux organes d'État n'étaient ni spartakistes, ni bolcheviques, mais social-démocrates. Le groupe Spartakus, précurseur du parti communiste, n'a fourni à cette révolution aucun dirigeant ni « meneur ». La plupart de ses militants ne rattrapèrent la révolution qu'une fois libérés : Rosa Luxemburg se rongea encore d'impatience dans la prison de Breslau, d'où elle ne sortit que le 9, après plusieurs années de détention ; Karl Liebknecht, qui avait été libéré le 23 octobre, était à Berlin et n'apprit ces événements que par les journaux.

L'exemple russe a peut-être joué un rôle lointain d'encouragement, mais des émissaires russes qui auraient pu orienter la révolution, il n'y en eut nulle part. D'ailleurs, sauf à Munich, cette révolution n'eut pas de dirigeant, pas d'organisation, pas d'état-major,

pas de plan d'opérations. Elle fut l'œuvre spontanée des masses, des travailleurs et des simples soldats. C'était sa faiblesse, qui n'allait se découvrir que trop tôt, mais ce fut aussi sa gloire. Quoi qu'on pense des objectifs des insurgés, de grandes et nobles qualités se manifestèrent au cours de ces journées : courage, capacité de décision, sens du sacrifice, unanimité, élan, initiative, inspiration, sûreté de l'objectif, en somme tous les ingrédients de la gloire révolutionnaire. Et cela dans des masses sans leader, et allemandes, de surcroît ! Il y a toujours des gens pour prétendre que les Allemands sont incapables de faire la révolution (selon un mot célèbre de Lénine, jamais des révolutionnaires allemands n'occuperaient une gare s'il n'y avait pas un guichet ouvert où acheter des tickets de quai). C'est par ces journées de novembre qu'il faut leur répondre : les insurgés allemands occupèrent alors maintes gares et maints autres lieux. Ville après ville, des milliers d'entre eux osèrent mettre en péril leur propre vie, mais surtout sauter dans l'inconnu, le neuf, l'imprévisible bref, exercer le courage du révolutionnaire et non simplement celui du soldat. Les exploits accomplis par les masses allemandes durant cette semaine ne le cèdent en rien, en fait de bravoure, à ceux des soldats allemands pendant les quatre années de guerre et des masses russes en février 1917.

L'élan de ces journées a même impressionné des bourgeois. Rainer Maria Rilke, qui n'était certes pas un révolutionnaire mais un snob, écrivait le 7 novembre à sa femme, après un rassemblement révolutionnaire à Munich :

Bien que l'on fût si serré autour des tables que les serveuses ne pouvaient se mouvoir qu'en grignotant leur chemin au milieu de toute cette humanité comme des vers dans le bois, on ne se sentait nullement étouffer ; les vapeurs de bière, la fumée de tabac, l'odeur des hommes, n'étaient pas oppressantes, on y prêtait à peine attention, tant on sentait que là, tout de suite, ce qui devait être dit pouvait enfin l'être, tant il était clair que l'énorme foule s'emparerait aussitôt, par ses applaudissements, des plus directes et des meilleures de ces paroles. Soudain un jeune ouvrier, très pâle, monta sur l'estrade et parla simplement : « Est-ce vous, ou vous, ou vous, dit-il, qui avez fait la demande d'armistice ? Pourtant, ce serait à nous de la faire, pas à ces messieurs là-haut. Prenons une station de radio et parlons, nous les simples gens d'ici, aux simples gens de là-bas, et ce sera aussitôt la paix. » Je ne le dis pas aussi bien que lui. Mais une difficulté lui apparut tout à coup, et il se tourna avec une attitude touchante vers Weber, Quidde et les autres intellectuels qui étaient près de lui sur l'estrade : « Ces messieurs les professeurs savent le français, ils nous aideront à exprimer comme il faut ce que nous avons à dire. » De tels moments sont magnifiques, comment avons-nous pu vivre sans, justement en Allemagne?... On ne peut que reconnaître que le temps a raison, lorsqu'il cherche à faire d'aussi grands pas.

Cette lettre est un témoignage important non seulement parce qu'elle restitue avec toute la sensibilité du poète l'atmosphère de ces journées, ce mélange singulier de sérieux, de courage et d'émouvante gaucherie, mais aussi parce que, à l'insu du témoin, elle montre l'attitude de la révolution vis-à-vis du gouvernement. Les révolutionnaires de Munich, comme,

une semaine plus tôt, les mutinés de Schillig-Reede, ne s'opposaient pas au gouvernement. Au contraire, ils voulaient la même chose que lui, ils croyaient de leur devoir de l'aider. La paix ne devait pas être seulement le fait de « ces messieurs là-haut », les masses voulaient mener à bien ce vers quoi tendaient les efforts du gouvernement, qui leur paraissaient bloqués dans leur progression. La « révolution d'en bas » ne voulait pas éliminer celle « d'en haut » mais la compléter, lui donner vie, la mener plus loin, bref, en faire une réalité. Elle ne s'opposait pas au nouveau gouvernement parlementaire, mais à la dictature militaire qui fonctionnait toujours comme un gouvernement de l'ombre, avec son état de siège, sa censure et ses arrestations. Avec un instinct très sûr, les masses sentaient que ces seigneurs militaires étaient hostiles à la révolution d'en haut autant qu'à celle d'en bas, qu'en réalité ils ne voulaient ni la paix ni la démocratie, qu'ils étaient, dans leur for intérieur, fous de rage et irréconciliablement contre-révolutionnaires, et qu'il fallait en finir avec tous leurs instruments de pouvoir, leurs insignes et leurs symboles, pour faire place au nouvel ordre que chacun voyait se dessiner devant lui, le nouvel État du peuple et de la paix. Les masses social-démocrates, qui pensaient cela et faisaient la révolution, se croyaient à l'unisson de leurs chefs. Elles se trompaient. Ce fut leur tragédie.

En cette semaine révolutionnaire, nul ne voyait venir cette tragédie, et pourtant sa première scène se jouait déjà. Tandis que la révolution se répandait partout (cette soirée dont Rilke fait le récit ému fut celle de son triomphe à Munich), elle s'éteignait

déjà en son point de départ. À Kiel, le lundi 4, le député SPD Gustav Noske avait été accueilli par les marins enthousiastes comme « leur homme » ; dès le lendemain soir, il téléphonait à Berlin qu'il n'avait « qu'un espoir : le retour à l'ordre sous la direction social-démocrate. Alors la rébellion tomberait d'elle-même »... Partout, disait-il, il sentait « se réveiller, chez les ouvriers et les marins, le besoin d'ordre inné des Allemands ». Le chancelier Max de Bade, qui en avait pris note, imposa le jour même au Cabinet la décision de « laisser les mains libres à Noske pour qu'il tente d'étouffer cette éruption locale ». Quelques jours plus tard, il pouvait constater avec satisfaction que Noske avait réussi à faire retomber la révolution au nom de la révolution, à rendre leur autorité aux officiers humiliés, et même à faire reprendre les patrouilles en mer : les marins restés à Kiel recommençaient à assurer leur service normal. « C'est qu'ils ne veulent pas voir arriver les Anglais », téléphona-t-il satisfait à Berlin. Le prince Max était ébloui : « Cet homme a accompli là une tâche surhumaine. » Plus tard, dans ses mémoires, il écrivit qu'il avait alors eu le pressentiment que « le destin de l'Allemagne dépendait de ce qu'Ebert pût reproduire, à une autre échelle, la prouesse de son camarade », c'est-à-dire repousser le mouvement dans tout le pays.

Tout au long de la semaine révolutionnaire, ce fut bien là l'objectif des trois pouvoirs du Reich, qui sentaient la terre trembler sous leurs pieds : le Kaiser et le Commandement suprême des armées, avec Hindenburg et Groener, à Spa ; le gouvernement du prince Max, à Berlin ; et, à Berlin également,

la direction du SPD, avec Ebert, qui soutenait ce gouvernement mais voyait bien qu'il lui faudrait venir en première ligne et le conduire lui-même. Que la révolution dût être « étouffée » ou « repoussée », ils étaient tous d'accord là-dessus. Ce souci devenait plus pressant chaque jour.

Ils étaient aussi d'accord sur le fait que la première nécessité était l'armistice : tant que durerait la guerre, la révolution en ferait autant.

C'est pourquoi, à Spa comme à Berlin, on accueillit avec un immense soulagement, le mercredi 6 au matin, le message du président Wilson annonçant que le chef des forces alliées, le général Foch, était prêt à recevoir à son quartier général de Compiègne une délégation allemande d'armistice. Le jour même, le secrétaire d'État Erzberger dut, bien contre son gré, se mettre en route pour Compiègne *via* Spa (jusqu'au dernier moment, le gouvernement s'en était tenu à la fiction que la demande d'armistice venait de lui et non de l'armée : d'où le choix tout à fait inhabituel d'un civil pour conduire la délégation). Le vendredi 8 novembre, à 10 heures du matin, Erzberger et la suite militaire qu'on lui avait donnée à Spa furent introduits auprès de Foch. Lequel les accueillit par ces mots : « Qu'est-ce qui vous conduit ici, Messieurs ? Que me voulez-vous ? » Et, s'étant entendu répondre que l'on souhaitait accepter ses propositions d'armistice, rétorqua sèchement : « Je n'ai aucune proposition à faire. » De fait, il n'en fit point. Il présenta la liste des conditions que les gouvernements alliés avaient mise au point au cours des dix derniers jours, à prendre ou à laisser dans un

délai de soixante-douze heures. Il était évident que l'ultimatum serait accepté.

Mais que faire après l'armistice ? Là, les pouvoirs chancelants de Spa et de Berlin divergeaient. Ils étaient tous d'avis – Kaiser, Commandement suprême, chancelier et direction du SPD – que la première chose à faire était de stopper la révolution et de sauver l'État, ou ce qu'il en restait ; et aussi que le facteur décisif était maintenant l'armée de l'Ouest, seul instrument de pouvoir qui obéissait encore, qui n'avait pas été contaminé par la révolution, et que l'armistice allait libérer pour des missions intérieures. Mais ils n'étaient pas d'accord sur la tâche à lui confier.

Le Kaiser était persuadé que l'armée de l'Ouest, sur l'ordre de son chef suprême, se battrait contre l'« ennemi intérieur » comme elle s'était battue contre l'ennemi extérieur. Il était donc décidé à lui faire faire demi-tour dès l'armistice pour l'opposer à la patrie insurgée.

Le nouvel adjoint au chef du Commandement suprême, Groener, et le prince Max ne partageaient pas cette conviction. Ils se disaient *in petto* que la personne du Kaiser était devenue un obstacle à écarter au plus vite si l'on voulait que l'armée continue à obéir à ses officiers et puisse affronter la révolution. Pour le prince Max, la solution résidait dans une abdication suivie d'une régence ; le général Groener pensait que le Kaiser devait chercher à se faire tuer sur le front. Mais aucun des deux n'osait soumettre à ce dernier de telles propositions. Ils en discutaient seulement avec leurs collègues du cabinet ou de l'état-major. Ceux-ci approuvaient avec

accablement ou secouaient la tête, horrifiés. Eux non plus ne voulaient pas parler à l'empereur. Ainsi s'écoulaient les jours, et rien n'avancait.

Ce fut la direction du SPD qui força finalement l'événement, et en particulier son président Friedrich Ebert, dont le rôle s'affirmait de jour en jour. Il n'était pas hostile au gouvernement, qu'il avait aidé à venir au monde et qu'il soutenait depuis sa première heure; il n'était pas non plus antimonarchiste par principe; ni ennemi de l'ordre. Il se considérait, ainsi que son parti, comme une force vive de l'État, et même comme sa dernière réserve. Tout comme Groener ou le prince Max, il tenait à sauver l'État et à arrêter la révolution. Mais il percevait mieux qu'eux à quel point elle était déjà puissante, et sentait qu'il n'y avait pas une minute à perdre si l'on voulait briser son élan. Il avait aussi un problème qu'eux n'avaient pas : s'il ne s'agissait pour eux que de savoir comment tenir l'armée de l'Ouest, lui, Ebert, devait en plus trouver comment tenir son parti. Jour après jour, il voyait ses militants et ses cadres de province passer à la révolution.

Le mercredi 6 novembre, Ebert apparut avec ses collègues de la direction du parti au siège du gouvernement, où le général Groener se trouvait également, et exigea l'abdication. Elle était désormais indispensable « si l'on voulait empêcher que les masses ne passent dans le camp de la révolution ». C'était « la dernière chance de sauver la monarchie ». Groener refusa avec colère : « Hors de question ! » Mais Ebert déclara avec emphase : « Alors les choses suivront leur cours. Désormais nos chemins divergent. Qui sait si nous nous reverrons ? »

Mais, si Groener ne voulait toujours rien entendre, le chancelier avait été convaincu, et il convoqua Ebert pour un entretien en tête-à-tête le lendemain, jeudi 7. La conversation se déroula dans le jardin de la chancellerie, où les deux hommes allaient et venaient sous les feuilles jaunies des grands arbres. Le prince Max allait en consigner les principaux moments aussitôt après. Il fit part à Ebert de sa détermination à se rendre immédiatement au GQG et à demander au Kaiser de renoncer au trône. « Si je parviens à le convaincre, vous aurai-je alors à mes côtés pour combattre la révolution ? » « Ebert m'a répondu sans hésitation et sans équivoque : "Si le Kaiser n'abdique pas, la révolution sociale est inéluctable. Mais je n'en veux pas, non, je la hais comme le péché." Après l'abdication, il espère pouvoir ranger le parti et les masses derrière le gouvernement. Nous avons effleuré la question de la régence. Je lui ai dit que, selon la Constitution, le régent de Prusse et de l'Empire devrait être le prince Eitel Friedrich. Ebert m'a répondu que ni lui ni son parti ne feraient de difficulté au gouvernement sur cette question. Puis il a souhaité, en termes émus, que mon voyage soit un succès. »

Trop tard ! Le voyage n'eut jamais lieu, et le pacte entre le prince Max et Ebert fut rompu le soir même, car il devint clair au cours de la journée que la révolution atteignait Berlin et qu'il n'était plus temps de se rendre à Spa. Les indépendants, concurrents du SPD sur sa gauche, avaient convoqué vingt-six meetings pour la soirée. Le gouvernement voulut les interdire. Le SPD était convaincu, lui, qu'une telle interdiction déchaînerait la révolution dans la

capitale. Il voulait plutôt récupérer les manifestations pour les rendre moins dangereuses. À 17 heures, il posa au gouvernement un nouvel ultimatum : autorisation des manifestations et départ du Kaiser avant vendredi midi. Au chancelier furieux, Ebert répondit : « Ce soir nous devons pouvoir annoncer cet ultimatum à chacune des tribunes, faute de quoi tout le monde nous faussera compagnie pour aller chez les indépendants. L'empereur doit abdiquer immédiatement, sinon c'est la révolution. » Soudain le prince et Ebert, qui pourtant poursuivaient le même but, se faisaient face en ennemis.

Derrière l'agitation fiévreuse et la panique de ces derniers jours du Reich, il y a un non-dit très profond. Groener et le prince Max d'un côté, Ebert de l'autre, voyaient approcher quelque chose qui les remplissait d'effroi : à savoir qu'il allait leur falloir devenir des traîtres pour atteindre leur but commun, sauver l'État et la société existants. Groener et le prince allaient devoir trahir leur seigneur et maître, l'empereur auquel ils avaient prêté serment. Ebert devrait trahir la révolution, qui lui confiait ingénument sa direction. Chacun d'eux espéra longtemps que la trahison de l'autre camp lui éviterait d'avoir à franchir ce pas. Sous les propos échangés perce souterrainement, silencieusement, un autre dialogue : « Trahissez votre empereur, et je n'aurai pas besoin de trahir la révolution.

- Non, fais semblant, toi, de te mettre à la tête de la révolution et trahis-la, pour que nous n'ayons pas à trahir notre empereur. »

Mais aucun ne veut laisser entendre ce cri aux autres, le temps passe, les voilà au pied du mur.

Finalement, aucun des trois ne put échapper à la trahison que chacun avait voulu reporter sur les autres. L'heure de vérité sonna pour eux le samedi soir, 9 novembre, jour fatal tant pour la monarchie que pour la révolution. Ce jour-là, les paladins perdirent leur Kaiser. Et la révolution se remit entre les mains de l'homme décidé à l'étrangler.